

Renforcement du rôle international de l'euro

2020/2037(INI) - 15/03/2021 - Rapport déposé de la commission, lecture unique

La commission des affaires économiques et monétaires a adopté un rapport d'initiative de Danuta Maria HÜBNER (PPE, PL) sur le renforcement du rôle international de l'euro.

Malgré la taille et l'influence économiques de la zone euro dans le commerce mondial, l'utilisation de l'euro accuse un retard considérable par rapport au dollar américain en ce qui concerne son utilisation en tant que monnaie de réserve et de facturation internationale ainsi que la part des opérations de change et des titres de créance internationaux qu'il représente, mais talonne le dollar en ce qui concerne la proportion des paiements internationaux; l'euro reste la deuxième monnaie la plus importante dans le système monétaire international.

Avantages et défis du renforcement du rôle international de l'euro

Soulignant le caractère irréversible de la monnaie unique, les députés sont félicités de l'entrée de la Bulgarie et de la Croatie dans le mécanisme de change européen II en juillet 2020 et ont recommandé de fixer une date cible proche pour l'adoption de l'euro dans les deux pays. Ils ont encouragé la Commission européenne à évaluer les conséquences potentielles d'un élargissement de la zone euro sur le processus de renforcement du rôle international de l'euro.

Les députés estiment qu'il est dans l'intérêt stratégique à long terme de la zone euro et de ses États membres de tirer tous les avantages possibles de l'émission de la monnaie euro, et en particulier de son rôle international renforcé.

Bien que tous les effets de l'internationalisation de l'euro ne puissent pas être facilement quantifiés, les députés sont d'avis que le renforcement du rôle international de l'euro pourrait offrir des avantages à court et long terme, même s'il comporte également des risques et des responsabilités à prendre en considération dans le cadre du processus d'adoption de mesures stratégiques en complément des forces du marché.

Le rapport souligne notamment que le statut de devise internationale de l'euro pourrait :

- accroître l'utilisation de l'euro comme monnaie de réserve, réduire les coûts de financement extérieur et de transaction pour les échanges de devises et réduire les coûts et les risques supportés par les entreprises et les ménages européens;
- créer progressivement des marchés financiers européens plus profonds, plus liquides et intégrés en les rendant moins vulnérables aux chocs en matière de taux de change;
- accroître l'autonomie de la politique monétaire de l'UE, renforcer sa transmission mondiale, rendre la politique monétaire de l'UE moins dépendante des retombées économiques et financières exogènes et améliorer l'efficacité du marché et la résilience de la zone euro aux chocs financiers.

Un rôle plus important de l'euro au niveau international pourrait renforcer la résilience du système financier international, en offrant un plus grand choix aux acteurs du marché du monde entier et en rendant l'économie internationale moins vulnérable aux chocs liés à la forte dépendance de nombreux secteurs vis-à-vis d'une monnaie unique.

Principaux défis

Le rapport souligne que, pour que les avantages potentiels d'un renforcement du rôle de l'euro se concrétisent, l'Union doit parachever l'infrastructure relative à la monnaie commune et faire des progrès supplémentaires en ce qui concerne ses fonctions essentielles. Il réitère la nécessité d'approfondir et d'achever l'Union économique et monétaire (UEM), l'union bancaire et l'Union des marchés de capitaux (UMC), en vue de renforcer la compétitivité internationale des marchés européens, la stabilité et l'attractivité de l'euro et, en fin de compte, l'autonomie stratégique de l'Union. La mise en place d'un système bien conçu pour garantir et protéger les dépôts bancaires de l'UE et l'achèvement du mécanisme chargé des banques en faillite renforceraient le rôle international de l'euro.

Les députés soulignent également la nécessité de politiques structurelles justes et saines en matière d'économie, de finances publiques, de productivité et de croissance, tant au niveau de l'UE que des États membres, qui reposent sur un engagement en faveur de règles budgétaires crédibles, pour maintenir la stabilité et l'intégrité de l'euro. Ils demandent que la réflexion sur la pertinence du cadre actuel du pacte de stabilité et de croissance soit approfondie à la lumière des problèmes que la lutte contre la crise économique liée à la pandémie de COVID-19 engendrera pendant plusieurs décennies. Un échéancier approprié pour le retrait de certaines mesures de soutien serait nécessaire pour éviter de saper la reprise et la croissance.

Politiques renforçant le rôle international de l'euro

Les députés recommandent des actions à la fois pour concevoir des mesures politiques qui favorisent le rôle international de l'euro et soutiennent des changements axés sur le marché, tout en consolidant le fonctionnement et la cohésion de la zone euro, et en favorisant la réalisation des objectifs de l'UE en matière de climat et de durabilité, en tenant compte des spécificités des régions périphériques.

En plus d'approfondir et d'achever l'UEM, les députés estiment que des politiques propices au renforcement du rôle international de l'euro pourraient viser, entre autres, les services financiers et les marchés de capitaux, le marché du travail, les systèmes de paiement, le commerce international, l'énergie, la transformation numérique, la lutte contre le changement climatique et les politiques étrangères et de sécurité.

La Commission est invitée à favoriser l'utilisation de l'euro dans les prix et la facturation des transactions commerciales, et à utiliser le potentiel offert par les instruments financiers libellés en euros, en s'engageant avec les parties prenantes privées et les partenaires commerciaux, et en promouvant l'utilisation de l'euro dans les accords commerciaux de l'UE. Une part plus élevée des contrats énergétiques échangés en euros pourrait renforcer le rôle international de la monnaie unique.

Le rapport souligne le rôle que joue la BCE dans le maintien de la confiance dans l'euro et la sauvegarde de l'autonomie monétaire dans le contexte mondial, ainsi que dans la stabilité des prix. Il a souligné l'importance de la stabilité des marchés financiers dans la zone euro comme condition préalable au statut de monnaie internationale et s'est félicité des réponses rapides et substantielles de la BCE à la crise de la covid-19 prises dans un contexte d'urgence.